

La Franc-tireuse

PROFESSEURE D'ÉCONOMIE

Julia Cagé

“Le prix de la démocratie ? 32 euros le vote”

Entretien réalisé par
François Mathieu

Il y a quelques années, vous écriviez “Sauver les médias”, où vous documentiez la crise des médias. Cette fois, avec le “prix de la démocratie”, vous poursuivez le travail, en démontrant la crise de notre démocratie...

Pour gagner une élection, en caricaturant à peine, vous pouvez soit vous acheter un média d'information, soit financer un parti politique ou une campagne électorale. J'ai voulu creuser cette question parce qu'il ne semble y avoir aucune limite au pouvoir que peut acquérir celui qui en a les moyens en s'achetant des médias d'information. Si on regarde le financement de la démocratie, en France, comme en Belgique, quoique dans une moindre mesure (7 500 et 500 euros respectivement), on a limité la possibilité de faire des dons privés aux partis politiques ou dans des campagnes électorales. Du coup, on a l'impression qu'on est protégé des dérives à l'américaine. Aux États-Unis, on perçoit bien que trop d'argent est déversé dans le système démocratique. Pas en Europe, où on a l'impression qu'on est protégé. C'est ce que j'ai voulu vérifier dans mon livre. Est-ce qu'une voix – une personne, et pas une voix = 1 euro ? Je me suis malheureusement aperçue que ce n'était pas du tout le cas. On vit dans une démocratie bien moins régulée qu'on ne croit.

Comment avez-vous documenté scientifiquement cette thèse ?

Pour montrer que le financement des partis politiques était devenu un phénomène de classes, j'ai eu accès aux données fiscales. En France, par exemple, quand vous déclarez vos revenus, vous devez cocher une case si vous financez un parti politique. Cela m'a permis de déterminer qui finançait quoi, en fonction de quelle région, et de sa place dans l'échelle des revenus. C'est un enjeu essentiel du débat en France, moins en Belgique où le système de financement public est mieux régulé puisque vous ne pouvez pas verser plus de 500 euros par an par parti. Les limites sont plus élevées en France ou en Grande-Bretagne, et même inexistantes en Allemagne. C'est très problématique, même si on sait qu'il a versé.

Avant d'en venir au cœur du problème, on apprend beaucoup de choses dans votre livre, et notamment que les États-Unis ont créé le système de financement public...

Étonnamment, c'est Barack Obama qui y a mis fin. Dans mon livre, je remonte l'histoire des financements publics et privés de la démocratie, et c'est vrai, il y a eu beaucoup de tentatives de régulation,

mais ce sont les États-Unis qui, en 1971, après que Roosevelt a pensé le système en 1907, mettent en place un système de financement public de la démocratie, en particulier un système de financement de l'élection présidentielle. Les candidats recevaient donc de l'argent public, pas des dons privés. Mais le ver était dans le fruit dès le départ, car les candidats avaient le choix entre les dons privés et le financement public. Il y a eu un basculement avec Obama en 2008, qui a préféré les dons privés. En 2012, l'ensemble des candidats l'avaient imité, et en 2016, pour l'élection générale comme pour les primaires, tous les candidats avaient opté pour des financements privés, qui ont atteint la bagatelle de 4,5 milliards en 2016.

Bref, cela montre que la démocratie a un coût...

En France, le prix est de 32 euros... et le système mis en place est encore plus vicieux. En France, nous sommes face à un phénomène de classes. En moyenne, moins de 1 % des Français font un don, tandis que parmi les 0,01 % des revenus les plus riches, 10 % font des dons. Si on regarde la moyenne des dons, pour les 80 % de Français les plus modestes, le don avoisine les 120 euros par an. Les 0,01 % les plus riches, eux, versent en moyenne

5 500 euros, pas très loin du plafond maximum de 7 500 euros. Les plus favorisés ont donc cette liberté

d'exprimer financièrement leurs préférences politiques, ce qui est évidemment problématique. Le système va même au-delà dans son inégalité, puisque si vous faites partie des plus riches, et que vous faites un don de 7 500 euros, combien pensez-vous que cela lui coûtera réellement ? 2 500 euros ! En France, il y a en effet 66 % de déduction possible, ce qui veut dire qu'ils font payer leurs préférences politiques par la collectivité. Pour les revenus plus modestes, qui ne paient pas d'impôt, mais qui verseraient leur écot annuel à un parti, en revanche, il n'y a pas de déduction fiscale. Le système est donc parfaitement inégalitaire. On dépense aujourd'hui en France autant en réductions fiscales associées aux dons des partis politiques qu'en financement public direct des partis ! Environ 66 millions d'euros.

Pire, vous montrez dans votre livre que plus vous bénéficiez de dons, plus vous avez de chances d'être élu.

Ce que je documente dans ce livre, c'est effectivement le rôle que peut avoir cet argent. Il a une efficacité électorale, puisque sur la base des données des municipales depuis 1990, je peux montrer que si un candidat bénéficie de 32 euros de plus qu'un concurrent, il

Portrait

► L'attitude plutôt “rigoureuse” de cette professeure d'économie (à Sciences Po, Paris), au premier abord, s'évapore aussi vite qu'une gouttelette au soleil quand on la “chauffe” sur son terrain de jeu favori : débattre de l'épuisement démocratique, de la vie politique et du rôle des médias. C'est que Julia Cagé bouillonne, comme ses auditeurs à la Foire du livre de Bruxelles, où elle devisait sur son dernier opus, ont pu le constater. Elle qui voit sa présence aux côtés de Benoît Hamon (PS) – comme conseillère en économie – dans le cadre de la présidentielle française de 2017 comme une “petite parenthèse” dans sa carrière de chercheuse, on sent qu'elle n'a manifestement pas fini “d'infuser” notre fonctionnement démocratique pour en diffuser scientifiquement les arrière-goûts les plus amers. Mais sans défaitisme ni aigreur, Julia Cagé est une vraie franc-tireuse, une machine à penser “solutions” qui mérite d'être lue... Parce que le sens de l'intérêt général n'est pas la moindre de ses préoccupations.

obtient une voix de plus. Plus un candidat dépense, plus il a de chances d'être élu. Le prix de ce vote, 32 euros, interpelle, car cela veut dire que vous pouvez faire basculer une élection locale avec assez peu d'argent.

Et cela a une influence sur les politiques menées... ?

Oui, on pourrait citer des exemples à la pelle, mais prenons deux exemples, celui de l'Allemagne et celui de la France. En Allemagne, où les dons ne sont pas limités, les principaux bailleurs de fonds de la vie politique allemande sont les grands groupes industriels nationaux (automobile, pétrochimie, etc.) comme Bayer ou VW. Philip Morris aussi... Et, coïncidence étrange, l'Allemagne est le seul pays d'Europe où la publicité pour le tabac n'est pas interdite. En France, autre exemple : les financements privés d'Emmanuel Macron, qui ont avoisiné les 13 millions d'euros pour la présidentielle, venaient essentiellement de Paris (plus de 6 millions d'euros), Londres (800 000 euros), Beyrouth (1 050 000 euros) et New York (1 500 000 euros), 31 000 euros de Lille, entre parenthèses. Quelles étaient les revendications de ces bailleurs de fonds ? La suppression de l'impôt sur la fortune (ISF), la suppression de la progressivité de l'impôt sur le capital et la fin de l'exit tax pour les expatriés. Devinez

quelles sont les trois premières décisions prises par Emmanuel Macron ? Les trois desiderata exprimés. Et quelle est la première mesure par le gouvernement d'Edouard Philippe ? L'abaissement de 5 euros par mois des allocations pour le logement, qui concernent un très grand nombre de Français aux revenus modestes.

Ce qui vous fait dire que la crise du financement de la démocratie a débouché sur une crise de la représentativité ?

Ce livre renvoie aux partis la responsabilité de ce qu'il se passe. Ce qu'il se passe avec les “gilets jaunes” en France, ou la montée des populismes en Italie, en Hongrie, aux États-Unis avec l'élection de Trump, c'est que les citoyens ne sont plus satisfaits de l'offre politique. Je ne prétends pas tout expliquer avec la crise de financement, mais cet élément a été clairement sous-estimé, je pense, ces dernières années. Les partis traditionnels, de gauche comme de droite, ont fini par devoir beaucoup de monde en contentant seulement ceux qui les finançaient, pour simplifier. Les citoyens ont raison de constater ce déficit de représentativité mais la solution ne réside pas dans les mouvements populistes. On voit d'ailleurs qu'en Hongrie ou en Italie, les politiques menées sont loin d'être des politiques économiques sociales et redistributives.

Des bons pour l'égalité démocratique

Solutions. Non contente de documenter scientifiquement les crises du financement et de la représentativité de la vie politique, Julia Cagé propose également une refonte de notre système démocratique avec l'introduction de bons pour l'égalité démocratique (7 euros par citoyen à disposition pour le parti de leur choix, à donner au travers de la déclaration fiscale). La professeure d'économie propose aussi de réformer la composition de nos assemblées nationales pour assurer une meilleure représentativité des classes populaires (ouvriers, employés), lesquelles sont très largement sous-représentées parmi les représentants politiques.

Web. Pour en savoir plus, lisez l'intégralité de l'interview sur www.lalibre.be

EXTRAITS

“Le financement des partis politiques dans la plupart des pays occidentaux est devenu un phénomène de classes. Plus on dépense d'argent, plus on a de chances d'être élu et plus on contente les bailleurs de fonds au travers des politiques menées.”

“C'est triste d'imaginer que le jeune politicien qu'était Barack Obama au début des années 2000, qui se battait contre les financements privés, a été le premier candidat à la présidentielle à laisser tomber le financement public.”

“Philip Morris est l'un des plus gros bailleurs de fonds des partis politiques en Allemagne avec l'industrie automobile, et, coïncidence très étrange, ce pays est le seul en Europe où la publicité pour le tabac n'est pas interdite.”

“Ce déficit de représentativité qu'on constate aujourd'hui et dont souffrent les citoyens les plus modestes est en grande partie dû au fait qu'on a laissé les financements privés prendre une très – trop – grande importance dans nos pays.”

“Non, il ne faut pas abandonner la démocratie. Ce serait si simple de dire que le système politique est corrompu et qu'il ne sert plus à rien de voter. Mais c'est faux. Il existe des solutions pour réguler le système et faire évoluer dans le bon sens notre démocratie.”

SON LIVRE



Démocratie épuisée

C'est un des constats tirés du livre *Le Prix de la démocratie*, publié chez Fayard (26,5 euros). Mais, comme l'écrit l'auteure, page 329, *“oui, les choix politiques effectués au cours des dernières décennies ont conduit à un système paradoxal où la majorité vote mais où, dans les faits, une minorité toujours plus réduite – et toujours plus riche décide. Mais le temps des lamentations est passé. D'autant plus qu'il est possible d'agir.”*